

Bulletin d'histoire politique

Du Parti de la démocratie socialiste à Québec solidaire : 1995-2010

Josiane Lavallée



Volume 19, numéro 2, hiver 2011

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054901ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054901ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lavallée, J. (2011). Du Parti de la démocratie socialiste à Québec solidaire :
1995-2010. *Bulletin d'histoire politique*, 19(2), 202–214.
<https://doi.org/10.7202/1054901ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur,
2011

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des
services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique
d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de
l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à
Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Du Parti de la démocratie socialiste à Québec solidaire : 1995-2010

JOSIANE LAVALLÉE
Historienne

Il y a seize ans, à l'hiver 1995, naissait un nouveau parti de gauche socialiste et indépendantiste sur la scène politique québécoise. Ce parti qui aura pour nom le Parti de la démocratie socialiste (PDS) remplaça le Nouveau Parti démocratique du Québec¹. Les membres du NPD-Québec, sa chef Jocelyne Dupuis et son président Paul Rose avaient décidé de modifier le nom du parti dans le but de se démarquer du Nouveau Parti démocratique du Canada jugé trop fédéraliste. Résolument indépendantiste, Paul Rose devient donc le président du PDS en janvier 1995. Durant cette année référendaire, les militants du Parti de la démocratie socialiste, convaincus de la nécessité d'acquiescer l'indépendance pour construire un Québec socialiste, travailleront sur le terrain pour convaincre les Québécois de voter oui au référendum sur la souveraineté du Québec prévu à l'automne 1995 et ce, avec pratiquement pas de ressources financières puisque leur demande de faire parti du Comité national du Oui leur avait été refusée par le chef du Parti québécois Jacques Parizeau, ce dernier voyant d'un mauvais œil la participation d'un parti socialiste dirigé par l'ex-felquiste Paul Rose. Durant l'été et l'automne, Paul Rose et son frère Jacques sillonneront les régions du Québec avec la caravane du Oui du PDS pour convaincre les Québécois de se doter d'un pays indépendant.

Au lendemain du référendum de 1995, des militants péquistes déçus du départ de Jacques Parizeau et de l'arrivée de Lucien Bouchard à la tête du Parti québécois décidèrent de quitter le parti pour rejoindre le Parti de la démocratie socialiste. Pour ces militants, le Parti québécois n'était plus le défenseur de la social-démocratie et de la cause indépendantiste au Québec. La souveraineté-partenariat et le virage néolibéral orchestrés par Lucien Bouchard et son équipe dès 1996 leur avaient enlevé toute confiance dans ce parti.

Plusieurs jeunes militants progressistes qui souhaitèrent voir plus de justice sociale et une meilleure répartition de la richesse adhérèrent au Parti de la démocratie socialiste et décidèrent de promouvoir dorénavant un Québec indépendant, démocratique et socialiste pour contrer les vents du néolibéralisme de plus en plus puissants et destructeurs. Sensibles aux problèmes sociaux qui existaient au Québec et conscients que la politique du gouvernement de Lucien Bouchard allait affecter les travailleurs ainsi que les plus pauvres de notre société, les militants du PDS développèrent un programme pour *Un Québec libre pour tout le monde* où l'on retrouvait des politiques pour le plein emploi et la sécurité du revenu (salaire minimum à 10\$/heure, revenu minimum garanti, fiscalité équitable), pour le développement durable, pour des services sociaux universels (gratuité en santé et en éducation, logements sociaux), pour un Québec indépendant et inclusif, pour l'égalité entre les hommes et les femmes, pour un monde libre et solidaire et pour un gouvernement des travailleuses, des travailleurs et du peuple. Adopté lors du congrès les 16 et 17 novembre 1996 à Québec, ce programme fut soumis à la population québécoise lors des élections provinciales tenues le 30 novembre 1998.

Durant l'année 1997, les militants du PDS ont travaillé à faire connaître le programme du parti dans les milieux étudiant, communautaire et syndical. Le milieu ouvrier non syndiqué a été négligé par les membres du parti qui pour la plupart ne provenaient pas de ce milieu. La majorité des activités du parti touchaient plus spécialement les étudiants et les travailleurs syndiqués, notamment avec l'organisation de marches d'appuis aux différentes manifestations du mouvement étudiant et syndical face aux politiques du gouvernement de Lucien Bouchard. Notamment, lors de l'adoption de la loi sur le déficit zéro, les militants du PDS ont appuyé toutes les luttes et moyens de pression déployés par les centrales syndicales et le mouvement étudiant.

À la fin de 1997, le Parti de la démocratie socialiste a vu naître à ses côtés le Rassemblement pour une alternative progressiste (RAP). Créé en novembre, lors d'une rencontre de militants progressistes au Cégep Maisonneuve en présence du syndicaliste Michel Chartrand et de Paul Cliche, le RAP décide à ses débuts de demeurer un mouvement de contestation à la gauche du Parti québécois et ils reportent la création d'un parti de gauche progressiste.

Donc, à l'automne 1998, à la veille des élections provinciales prévues pour le 30 novembre, le PDS demeure le seul parti à la gauche du Parti québécois qui défend l'idée d'indépendance du Québec, puisque le Parti communiste du Québec reconnaissait seulement le droit à l'autodétermination du peuple québécois sans prôner l'indépendance du Québec. Lors de ce premier test électoral, le Parti de la démocratie socialiste décide donc de présenter 97 candidats à l'échelle du Québec dans l'espoir de dépasser

la barre fatidique du 1 % et dans le but de s'assurer d'une certaine visibilité à travers le Québec. Tout au long de la campagne électorale, les candidats sous la bannière du PDS vont tenter de percer les médias mais sans grand succès. Par conséquent, le soir du 30 novembre 1998, les membres sont forcés d'admettre qu'ils ont échoué en récoltant seulement 0,59 % des suffrages avec 24 097 votes. Le Parti communiste du Québec quant à lui récoltait seulement 0,05 % des suffrages avec 2113 votes.

Au lendemain de ce premier rendez-vous électoral, la majorité des membres du PDS prennent conscience qu'il sera difficile, voire impossible, de continuer à militer à la marge du PQ sans un élargissement de la gauche québécoise. La nécessité d'unir les forces de gauche commence à germer dans la tête de plusieurs militants. Pendant ce temps, la majorité des membres du RAP ne sont pas encore enclins à la transformation de leur mouvement en parti. Les ex-militants péquistes au sein du Rassemblement pour une alternative progressiste hésitent encore à couper officiellement les ponts avec le PQ. Il faudra attendre deux ans pour voir naître officiellement le RAP en parti. En conséquence, en novembre 2000, les membres en Congrès fondent un tout nouveau parti de gauche aux côtés du PDS. Dès ce moment, commencent les pourparlers pour la fusion des partis de gauche du Québec. Le Rassemblement pour une alternative progressiste, le Parti de la démocratie socialiste et le Parti communiste du Québec entament les négociations en vue de la création d'une Union des forces de gauche.

Au même moment, une élection partielle s'annonce dans le comté de Mercier à Montréal à la suite du départ du député péquiste Robert Perreault. Cette élection dans Mercier, comté à forte majorité indépendantiste et progressiste, sera l'occasion pour la gauche de démontrer sa capacité à s'unir pour convaincre l'électorat québécois de voter pour un parti à la gauche du PQ. C'est l'ancien syndicaliste Paul Cliche qui décide de briguer l'investiture comme candidat indépendant pour l'Union de la gauche. Certains membres du Rassemblement pour une alternative progressiste auraient préféré que Cliche se présente sous la bannière du Rassemblement. Toutefois, pour Cliche, il était évident que la gauche avait tout à gagner à présenter un seul candidat qui représenterait les différentes composantes de la gauche québécoise. Après un moment de contestation de la part de membres du Rassemblement pour une alternative progressiste de la région de Montréal, la candidature de Paul Cliche comme candidat indépendant pour l'Union de la gauche est officiellement annoncée lors d'une conférence de presse tenue au Théâtre la Licorne le 31 janvier 2001.

Outre l'appui du Parti de la démocratie socialiste, du Rassemblement pour une alternative progressiste et du Parti communiste du Québec, Paul Cliche reçoit, dès le début de la campagne électorale celui du Parti vert du Québec, du Conseil central de la région métropolitaine de Montréal (CSN),

du Syndicat des cols bleus de Montréal et de la Chaire d'Études socio-économiques de l'UQAM. Pendant les cinq semaines de la campagne électorale, Paul Cliche et son équipe ont multiplié les activités politiques pour rejoindre l'ensemble des électeurs du comté, dont une Assemblée publique tenue le 17 mars au Resto Plateau pour présenter la plateforme électorale pour l'Union de la gauche dans Mercier. À l'intérieur de cette plate-forme politique, Cliche s'engageait au niveau local à mettre sur pied un Conseil des citoyens de Mercier pour assurer une meilleure communication entre le député et la population, un système de santé aux services des citoyens du quartier avec le rétablissement des services de premières lignes dans les deux CLSC du comté. Il s'engageait aussi à travailler pour que tous et toutes aient droit à un logement à prix raisonnable pour mettre fin à l'exode des familles et des moins fortunés dans Mercier. Déposé dans chaque foyer du comté, ce document, qui expliquait aussi les différentes politiques préconisées par la gauche québécoise au niveau national, aura permis de faire connaître à la population du comté cette nouvelle option sur l'échiquier politique du Québec.

Le 9 avril 2001, à la grande surprise des analystes politiques, les électeurs de Mercier votèrent à 24,19% pour le candidat Paul Cliche. Ce n'était toutefois pas suffisant pour l'Union de la gauche qui dut concéder la victoire à la candidate libérale Nathalie Rochefort qui prenait le comté aux mains du Parti québécois. Ce dernier perdait son château fort qu'avait été Mercier depuis l'élection de Gérald Godin le 15 novembre 1976. Confiants, à la suite de ce succès électoral, les trois partis de gauche (Parti de la démocratie socialiste, Rassemblement pour une alternative progressiste, Parti communiste du Québec) à l'origine de l'Union des forces progressistes (UFP) intensifièrent les négociations et s'entendirent pour mettre en commun leur programme et leur plate-forme en vue d'une Union des trois partis.

Du mois d'avril 2001 jusqu'en juin 2002, les pourparlers entre les trois partis devaient aboutir à une entente pour la création d'un nouveau parti de gauche à l'intérieur duquel le droit de tendance, permettant à des personnes ou à des groupes de promouvoir des orientations spécifiques compatibles avec la plate-forme et les statuts de l'UFP, serait reconnu et respecté. Par conséquent, le Parti communiste du Québec a pu continuer d'exister en tant qu'entité politique à l'intérieur de l'Union. Par contre, lors des élections provinciales de 2003, le Parti communiste perdait officiellement son accréditation auprès du Directeur général des élections du Québec n'ayant pas présenté les 20 candidats nécessaires pour maintenir son statut de parti officiel. Pour ne pas nuire aux candidats de l'UFP lors des élections du 14 avril 2003, le Parti communiste du Québec a accepté de perdre son statut de parti officiel. Néanmoins, ses membres continuent d'intervenir au sein de l'UFP et influencent ses politiques.

La naissance de l'Union des forces progressistes s'est concrétisée en juin 2002 lors du congrès de fondation qui s'est déroulée à Montréal les 15 et 16 juin au Centre Saint-Pierre. La première journée fut réservée à l'adoption des résolutions pour les statuts de l'Union des forces progressistes, tandis que la deuxième journée fut consacrée à la discussion et à l'adoption de la plate-forme politique. En ce qui a trait à cette discussion, la question nationale fut sans aucun doute le point de la plate-forme le plus longuement débattu au Congrès. D'un côté, il y avait la proposition du Parti de la démocratie socialiste qui se lisait comme suit :

Pour libérer le peuple québécois de l'exploitation des transnationales et de l'oppression fédéraliste, l'UFP lutte pour l'indépendance du Québec et le rejet des traités de libre échange tels l'ALÉNA et la ZLÉA. Pour l'UFP, libération sociale et nationale sont indissociablement liées. Dans le même esprit, nous reconnaissons le droit à l'autodétermination des peuples aborigènes jusqu'à et y compris l'indépendance.

De l'autre côté, nous retrouvons la proposition du Rassemblement pour une alternative progressiste-Parti communiste du Québec puisque les deux partis avaient préalablement travaillé à la rédaction d'un cahier commun de résolutions. Leur proposition sur la question nationale était beaucoup plus modérée et se lisait comme suit :

1. Que le Québec organise l'élection d'une Assemblée constituante chargée de rédiger et de proposer au peuple, par référendum, une Constitution pour un Québec progressiste, républicain et démocratique; l'UFP affirme la légitimité de la lutte pour l'indépendance nationale ainsi que la promotion active de cette lutte, en favorisant l'émancipation sociale, l'équité et la justice sociale pour tous et pour toutes. L'indépendance n'est pas une fin en soi pour ceux et celles qui en font la promotion, mais un moyen pour réaliser notre projet de société. La souveraineté populaire s'exercera par la création de l'Assemblée constituante. 2. L'UFP appuie une conception moderne de la nation, définie comme étant la communauté humaine vivant au Québec, ayant le français comme langue officielle de communication dans les institutions et au travail, partageant un ensemble de lois et conventions sociales, et riche de sa diversité culturelle.

Finalement, après un amendement qui consistait à écrire que « l'Union des forces progressistes propose l'indépendance nationale » plutôt que « L'Union des forces progressistes affirme la légitimité de la lutte pour l'indépendance nationale ainsi que la promotion active de cette lutte », les membres présents votèrent en faveur de la proposition amendée du Rassemblement pour une alternative progressiste-Parti communiste du Québec. L'Union des forces progressistes allait être un parti indépendantiste mais sans en faire activement la promotion. Comme à cette époque, le débat sur la question nationale demeure encore aujourd'hui un sujet chaud à l'intérieur de la gauche québécoise.

Le 1^{er} novembre 2002, l'UFP reçut du Directeur général des élections le statut de parti officiel. Durant l'automne, les membres se préparèrent pour

les élections provinciales qui eurent lieu le 14 avril 2003. Les dirigeants de l'UFP décidèrent de concentrer la campagne électorale dans certains comtés de Montréal comme Mercier, Gouin, Rosemont, Sainte-Marie-Saint-Jacques et Outremont plus favorables aux idées de la gauche. Dans Mercier, le D^r Amir Khadir fit bonne figure en récoltant 17,92 % des suffrages. Le soir du 14 avril, les 74 candidats de l'UFP récoltèrent 1,06 % des votes à l'échelle du Québec, les membres se réjouirent de voir leur parti dépasser finalement la barre fatidique du 1 % qui permettait à l'Union des forces progressistes de se faire rembourser 50 % de ses dépenses électorales par le DGE et d'être reconnu comme quatrième parti en importance sur la scène politique québécoise après le PLQ, le PQ et l'ADQ. Dorénavant, les médias ne pourraient plus ignorer l'UFP dans leur analyse politique. Ce modeste résultat électoral lui assurait néanmoins une certaine crédibilité pour l'avenir.

À l'hiver 2003, juste avant la campagne électorale, D'abord Solidaires, un regroupement issu du mouvement communautaire naissait dans le but de dénoncer les politiques néolibérales du Parti libéral du Québec (PLQ), de l'Action démocratique du Québec (ADQ) et du Parti québécois (PQ). À la tête de ce mouvement, Françoise David voulait avant tout conscientiser la population québécoise face aux effets néfastes que les politiques des gouvernements de Lucien Bouchard et de Bernard Landry avaient eu sur les travailleurs, les femmes, les étudiants, les chômeurs et les assistés sociaux du Québec. Avec D'abord Solidaires, M^{me} David tenait aussi à informer les électeurs en leur présentant les différents programmes des trois principaux partis (PLQ, ADQ et PQ) ayant des politiques néo-libérales tout en les mettant en garde de voter pour un de ces partis. Un an plus tard, les principaux leaders de D'abord Solidaires, dont Françoise David et François Saillant, décidèrent de fonder en mai 2004 le mouvement Option citoyenne en vue de la fondation d'un nouveau parti de gauche féministe, écologiste et altermondialiste pour 2005. Au sujet de la question nationale, les membres d'Option citoyenne ont préféré attendre et effectuer le débat sur la question avant de se prononcer à savoir s'ils allaient promouvoir l'indépendance du Québec et inscrire ce projet dans leur programme politique.

Pendant ce temps, en novembre 2004, l'exécutif d'Option citoyenne (OC) débute les négociations avec l'exécutif national de l'Union des forces progressistes dans l'éventualité d'une fusion pour la création d'un parti de gauche unifié au Québec. À partir de ce moment-là, le point qui aurait pu compromettre la fusion de l'UFP avec OC demeurait, sans contredit, la question nationale car la majorité des membres de l'Union des forces progressistes qui étaient pour l'indépendance du Québec refuseraient de se joindre au mouvement de Françoise David tant et aussi longtemps que les membres d'Option citoyenne n'auraient pas pris clairement position pour l'indépendance du Québec.

Tout au long de l'année 2005, les négociations entre l'Union des forces progressistes et Option citoyenne se continuèrent pour aboutir à la création d'un nouveau parti au début de l'année 2006. Ainsi, le 4 février 2006, le Parti Québec solidaire voyait le jour au terme d'un congrès de fondation de trois jours ayant eu lieu à l'auditorium de l'Université de Montréal. Les délégués votèrent en majorité pour le nom de Québec solidaire (QS) après avoir éliminé les trois autres noms qui leur étaient proposés dans le cahier du Congrès, soit Union citoyenne, Union citoyenne du Québec, Union des forces citoyennes. Bien entendu, les deux futurs porte-parole du parti, Françoise David et Amir Khadir, souhaitaient ardemment que le nom de Québec solidaire soit adopté lors de ce Congrès de fondation. On se souviendra que le 19 octobre 2005, Lucien Bouchard et Joseph Facal, respectivement ancien premier ministre et ex-ministre du Parti Québécois, avaient lancé le manifeste des Lucides avec dix autres personnalités québécoises. Quant à Amir Khadir et Françoise David, ils réagirent en publiant le 1^{er} novembre 2005 le Manifeste des solidaires, avec une trentaine de personnalités québécoises dont le député Daniel Turp du Parti québécois. Sans la publication de ces deux manifestes à l'automne 2005, le nouveau parti aurait sans contredit eut un autre vocable. Comme quoi, des événements peuvent avoir une incidence directe sur le choix d'un nom. Ainsi, les membres et sympathisants de QS pourraient dorénavant se définir comme les Solidaires au Québec contre les Lucides de tout acabit.

En plus d'un nom pour leur nouveau parti, les délégués adoptèrent à l'unanimité une *Déclaration de principes* tenant sur cinq pages. C'est à l'intérieur de ce document que se retrouvent les principes et les valeurs de Québec solidaire, c'est-à-dire : l'écologie, la gauche, la démocratie, le féminisme, l'altermondialisme, le pluralisme au Québec, la souveraineté du Québec et la solidarité. Dès lors, Québécoises et Québécois souverainistes adhérant à ces principes et voulant se retrouver ailleurs qu'au Parti Québécois, dirigé par André Boisclair, pouvaient se retrouver au sein de QS. Toutefois, ces principes et valeurs éparses eurent comme principale conséquence de diluer à toutes les sauces le contenu politique du programme qui avait été de nature socialiste et indépendantiste sous la bannière du Parti de la démocratie socialiste de Paul Rose. D'ailleurs, plusieurs militants de gauche décidèrent de ne pas adhérer à Québec solidaire ou adhérèrent sans toutefois militer activement. Ils devinrent des membres à cartes suivant de loin les débats sévissant au sein des instances de Québec solidaire.

Le premier débat qui eu lieu au sein de Québec solidaire fut autour du logo à choisir pour l'image du parti. Il fut finalement adopté lors du premier Conseil national de QS le 27 mai 2006. Il s'agit d'un être humain stylisé au centre qui représente l'individu au cœur des préoccupations sociales du Québec. Il est incliné vers la gauche, définissant ainsi son appa-

tenance politique. Le personnage jongle avec quatre arcs de cercle colorés, en mouvement, signifiant les quatre valeurs fondatrices de Québec solidaire : l'écologie, la justice sociale, le féminisme et l'altermondialisme. Ces segments rappellent le dynamisme, le pluralisme culturel de la société québécoise ainsi que les enjeux planétaires auxquels nous serons confrontés dans l'avenir.

Autre débat qui sévira au sein de QS au cours de sa première année d'existence, c'est la question des deux porte-parole. D'un côté, certains militants prétendent qu'il serait préférable d'avoir un seul chef, soit Amir Khadir ou Françoise David, notamment au niveau des médias qui ne sont pas encore habitués à voir deux chefs à la tête d'un même parti. De l'autre côté, les militants qui sont en faveur d'une structure comportant deux porte-parole pour respecter le principe d'égalité homme femme au sein du parti sont, par ailleurs, convaincus que les journalistes et la population en général finiront par s'y habituer. De plus, plusieurs militants sont conscients qu'Amir Khadir est davantage populaire chez les jeunes électeurs, tandis que Françoise David rejoint davantage les électrices de plus de quarante ans souvent associées au mouvement féministe et au milieu communautaire. Donc pour plusieurs militants le choix d'avoir deux porte-parole est plus démocratique et plus représentatif du principe d'égalité homme femme au sein de QS et contribue par la même occasion à rejoindre différentes catégories d'électeurs.

C'est finalement lors du Conseil national de l'automne 2006, qu'il est décidé officiellement de conserver la structure des deux porte-parole, mais de placer plus en avant Françoise David lors des campagnes électorales de 2007 et 2008. Lors de l'élection d'Amir Khadir en décembre 2008, la question se posa à nouveau. Au sein du parti, on décida lors du Congrès tenu au printemps 2009, qu'Amir Khadir serait le porte-parole de l'aile parlementaire et Françoise David, la porte-parole extraparlémentaire ainsi que la présidence de l'exécutif national du parti.

Une fois le débat terminé en 2006, du moins pour un certain temps comme nous venons de le voir, les militants de QS se doivent d'adopter une plateforme électorale en vue des élections de 2007 qui s'en viennent à grands pas. Réunis en Congrès en novembre 2006, les délégués adoptent une série d'engagements électoraux que nous retrouvons dans un document de sept pages. Regroupés en cinq thèmes : Habiter ensemble, Bâtir ensemble, Vivre ensemble, Grandir ensemble, Gouverner ensemble, ces engagements électoraux se concentrent surtout au niveau de l'environnement, de l'économie au service de la population, de l'accès aux soins de santé et au logement décent, d'une meilleure accessibilité à l'éducation, à la culture, à la justice et une meilleure maîtrise de la langue française, sans oublier une meilleure démocratie participative dans le but d'en venir à « la réalisation de la souveraineté du Québec à travers une démarche inclusive,

démocratique et participative ». Par conséquent, on propose d'organiser « l'élection au suffrage universel d'une assemblée constituante qui reflétera la pluralité des tendances politiques présentes au sein de la population québécoise ».

Fort de ces vingt-cinq engagements électoraux pour les 1000 premiers jours d'un gouvernement de QS, François David et Amir Khadir, accompagnés de 121 candidats, dont 65 femmes, se présentent à leur première élection générale québécoise. Prévu pour le 26 mars 2007, le jour du scrutin se termina pour QS avec un pourcentage du vote de 3,64% et 144 418 votes. Bien qu'Amir Khadir et François David firent bonne figure dans leur circonscription respective avec 29% et 26% des suffrages terminant tous les deux deuxième derrière Daniel Turp et Nicolas Girard du Parti québécois, il n'en demeure pas moins que l'objectif de faire une chaude lutte aux partis traditionnels dans une quinzaine de circonscriptions ne se concrétisa pas et cela malgré les nombreux efforts consentis par les militants de Québec solidaire au cours de la campagne électorale.

Les membres de Québec solidaire pourront, toutefois, se reprendre à nouveau l'année suivante. Car le premier ministre Jean Charest n'appréciant pas son statut de gouvernement minoritaire au lendemain des élections de 2007, attendra le bon moment pour retourner en élection pour avoir cette fois-ci un gouvernement majoritaire. Ce rendez-vous propice avec l'électorat québécois, pour obtenir un gouvernement majoritaire, aura finalement lieu le 8 décembre 2008.

Lors du Congrès des 1^{er} et 2 mars 2008, les délégués de QS adoptèrent une nouvelle plateforme électorale qui sera diffusée au cours de la campagne électorale de novembre 2008. Constituée de huit axes, cette plateforme électorale mettra l'accent sur le développement d'une économie verte et sociale, sur la maîtrise des conditions de vie et de travail en luttant notamment contre la pauvreté, l'exclusion et la discrimination sous toutes ces formes. La préservation et le renforcement des services publics tels la santé, l'éducation et la justice auront une place de choix à l'intérieur de cette plateforme électorale. On souhaite contrer l'ouverture au privé dans la santé et créer Pharma-Québec, un fabricant public de médicaments génériques. En éducation, on souhaite instaurer la gratuité scolaire du primaire à l'université et réinvestir dans le système public en cessant de financer l'école privée. Par ailleurs, la défense du français et de la culture québécoise demeure une des préoccupations de Québec solidaire. Enfin, la promotion et la réalisation de la souveraineté demeurent pour Québec solidaire un engagement électoral, tout comme le développement d'une solidarité internationale avec les peuples autochtones et les autres peuples de ce monde.

Se présentant devant l'électorat québécois, avec cette nouvelle plateforme électorale, les dirigeants et militants de Québec solidaire souhaitent

faire élire leurs tout premiers députés à l'Assemblée nationale. Le soir du 8 décembre 2008, tous les yeux sont tournés vers les comtés de Mercier et de Gouin où Amir Khadir et Françoise David se présentent à nouveau. Pour les deux, il s'agit de leur comté de résidence où ils sont très bien connus et bien implantés. Pour Amir Khadir, il s'agit de sa troisième campagne électorale dans le comté, puisqu'en 2003 il s'était présenté sous la bannière de l'Union des forces progressistes. Au sein de Québec solidaire, on sait que la victoire est possible dans ces deux comtés, tout en étant parfaitement conscient que ces derniers demeurent depuis toujours des châteaux forts péquistes depuis 1976, à l'exception de la victoire libérale de 2001 dans Mercier.

Au cours de la campagne électorale, diverses personnalités québécoises donnent publiquement leur appui à Québec solidaire comme Raymond Lévesque, Dany Laferrière, Julius Grey, Claude Béland, Robert Perreault (ancien député péquiste de Mercier), Yvon Deschamps et Judi Richards pour ne nommer que ceux-là. Dans Mercier, le pointage donne Amir Khadir gagnant sur Daniel Turp, mais personne n'ose crier victoire avant le soir fatidique.

Réunis à la salle du *Medley*, rue Saint-Denis, les militants et sympathisants attendent fébrilement les résultats. Vers 20h30, Amir Khadir prend la tête devant Daniel Turp et à 21h sa victoire est confirmée avec 38% des suffrages. Victoire historique de la gauche québécoise souverainiste qui fait élire à l'Assemblée nationale son tout premier député socialiste de l'histoire québécoise. Il ne sera pas accompagné par Françoise David qui a terminé deuxième dans Gouin derrière Nicolas Girard du Parti québécois avec 32% des suffrages. À l'échelle du Québec, Québec solidaire n'aura pas réussi avec ses 122 candidats à dépasser le 4% du suffrage avec précisément 3,78% du vote et 122 618 votes. C'est même 22 000 votes de moins qu'en 2007 en raison, notamment, du faible taux de participation enregistré à l'élection 2008.

Au lendemain de l'élection d'Amir Khadir, les médias écrits et électroniques lui donnèrent une part appréciable de visibilité. Ce député médecin et poète à ces heures allait devenir bientôt la référence en matière d'éthique et d'intégrité au sein de la classe politique québécoise, un peu comme René Lévesque l'avait été dans les années 1960 et 1970. Sa diatribe contre Henri-Paul Rousseau, ancien PDG de la Caisse de dépôt et de placement du Québec, au sujet des pertes de 40 milliards de la caisse restera longtemps dans les annales de l'histoire de l'Assemblée nationale. Au cours de l'année 2009-2010, Amir Khadir fera flèche de tout bois pour dénoncer la corruption dans le milieu de la construction et dans le financement des partis politiques, tout en demandant avec les partis d'opposition une enquête publique sur la question. Il dénoncera également les pratiques éhontées des compagnies minières en matière environnementale.

Plus récemment, à l'été 2010, Radio Canada révélait que c'est Amir Khadir qui a été le premier à attirer l'attention du Directeur général des élections au sujet d'irrégularités relativement à des dons versés par les firmes Axor Experts-Conseils, Groupe Axor et Axor Construction Canada. Le Directeur général des élections a signifié des constats d'infraction à la loi électorale et le groupe Axor a plaidé coupable à une quarantaine d'infractions. Trois entreprises liées à la société de génie conseil ont reconnu avoir utilisé des prête-noms pour verser plus de 150 000 \$ au Parti libéral du Québec, au Parti québécois et à l'Action démocratique du Québec. Revenant à la charge, Amir Khadir a demandé à nouveau au mois d'août une «enquête publique pour mettre au jour tous les réseaux occultes qui sont à l'œuvre pour les détruire une fois pour toutes».

Du côté des militants et des dirigeants de Québec solidaire, depuis l'élection d'Amir Khadir en 2008, ils ont commencé à rédiger le programme du parti. Le processus d'élaboration et de rédaction du programme s'avère toutefois long et ardu. Constitué de quatre grands enjeux, le programme aura, au terme de son parcours, pris quatre ans, au minimum, pour être rédigé et adopté par les membres de Québec solidaire.

Au moment d'écrire ces lignes, le premier grand enjeu *Comment réaliser un Québec démocratique, pluraliste et souverain* s'est terminé lors du dernier congrès à Laval en novembre 2009, avec l'adoption par les délégués du contenu programmatique de cet enjeu. Encore une fois, le débat en ce qui a trait aux moyens à prendre pour accéder à la souveraineté ou l'indépendance a suscité de nombreuses discussions et pourparlers entre les militants réunis en Congrès. Il en est ressorti que seule une Assemblée constituante élue par les Québécois et Québécoises pourra déterminer s'il y aura oui ou non un référendum sur la souveraineté du Québec advenant l'élection d'un gouvernement de Québec solidaire. Pour plusieurs militants, cette manière de s'y prendre ressemble beaucoup à l'étapisme d'un Claude Morin. Et certains militants déplorent également la présence au sein du parti d'une cinquantaine de membres de tendances fédéralistes qui ne se cachent pas pour dire à qui veut l'entendre qu'ils ont voté NON au référendum de 1995 et qu'ils voteraient dans le même sens advenant un autre référendum. La présence de ces membres au sein du parti explique, en quelque sorte, les positions mitigées des dirigeants de QS au sujet des moyens à prendre pour promouvoir et réaliser l'indépendance du Québec. Car, au sein du parti, aucun militant ne doute de la foi souverainiste des deux porte-parole de Québec solidaire. Tous les deux ont d'ailleurs fait partie du camp du Oui au référendum de 1995.

Dès le départ, les militants et dirigeants de Québec solidaire savaient que l'enjeu principal du programme sur la souveraineté et le pluralisme identitaire serait sans aucun doute l'enjeu le plus chaud et porteur de di-

visions au sein du parti. À ce jour, le débat sur le pluralisme identitaire est encore à faire à Québec solidaire, plusieurs militants sont partagés au sujet des accommodements raisonnables dont le port du voile et des signes religieux dans la sphère publique.

Depuis l'automne 2010, les consultations ont débuté pour le deuxième enjeu intitulé: *Une société solidaire et écologique*, notamment par le biais de cercles citoyens dans les diverses associations locales et régionales de QS, de conférences thématiques et d'un camp de formation en novembre 2010. Si tout va bien, le contenu programmatique de ce deuxième enjeu devrait être adopté en congrès le 11 mars 2011. Par la suite, les dirigeants et militants se frotteront à l'enjeu 3: *Mission fondamentale de l'État en matière de santé, d'éducation, de justice et de culture* qui est présentement en cours de rédaction par les commissions thématiques Santé, Éducation, Justice et Culture et par la Commission politique. Viendra finalement le 4e enjeu dont nous ne connaissons pas présentement le titre. On est en droit de se demander, si le programme de Québec solidaire sera prêt pour la prochaine campagne électorale.

Que réservent les prochaines années pour Québec solidaire? Il est encore trop tôt pour dire si QS réussira à faire élire aux prochaines élections un(e) deuxième député(e). Là où il peut espérer gagner suffisamment de terrain pour remporter la victoire, c'est dans les comtés montréalais de Gouin, Sainte-Marie-Saint-Jacques et Hochelaga-Maisonneuve. Mais ne nous leurrions pas, ces châteaux forts péquistes, les dirigeants du Parti québécois feront tout pour les conserver aux prochaines élections. Ceux qui rêvent encore à Québec solidaire à une alliance avec le Parti québécois, afin que ce dernier ne présente pas de candidats dans ces comtés aux élections générales, ne sont guère réalistes et au fait de la «game» politique qui se joue sur le terrain. Bien entendu, Mercier était un de ces châteaux forts et finalement Amir Khadir a été élu. Mais le Plateau, comme plusieurs aiment à dire, demeure le village Gaulois du Québec où la gauche intellectuelle et artistique est bien implantée.

Cinq ans après sa fondation, Québec solidaire a acquis sans conteste une visibilité avec l'arrivée d'Amir Khadir au Parlement et une certaine crédibilité grâce au bon travail de son député et de son équipe. Toutefois, si Québec solidaire souhaite dépasser la barre du 5% lors des prochaines élections, il se doit de renforcer ses appuis au niveau des trois grandes centrales syndicales qui sont encore près du Parti québécois. Comme le rappelait l'historien Jacques Rouillard, en février 2008, «pour être une force politique significative, il faudrait à ce nouveau parti l'appui du mouvement syndical... un parti de gauche n'a vraiment de chances de se hisser au pouvoir qu'avec le soutien des syndicats» (*Le Devoir*, 4-5 février 2006). Certes, certains syndicats affiliés à la CSN et à la FTQ appuient Québec solidaire depuis sa fondation, mais on attend toujours le jour où l'on

entendra les présidents(es) des trois grandes centrales syndicales du Québec donner leur appui à Québec solidaire. Mais ce jour n'est pas encore arrivé pour la gauche québécoise...

Notes et références

1. À partir de 1995, le NPD-Québec disparaît de la scène politique québécoise. À ce jour, seule la section-Québec du NPD-Canada continue d'exister au fédéral.